

Une plaque arrachée, une histoire insultée

TOULON

Dans la lignée des actes anti-communistes de ces dernières semaines, dans le Var et partout en France, le panneau de la rue Oradour-sur-Glane a été arraché et déposé devant le domicile de Magali Brunel, élue (PS) de Toulon en Commun.

Après l'inauguration de la « stèle de la honte » le 23 août et la disparition de la plaque en l'honneur du résistant communiste Roger Landini, à Saint-Raphaël, l'arrachage et la dégradation de deux plaques célébrant les justes à Villeurbanne (Rhône) et Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), et le vol d'une autre dans un cimetière du village martyr d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne), c'est Toulon qui est le théâtre d'un nouvel acte d'une indignité crasse.

Le village martyr de Haute-Vienne se retrouve une nouvelle fois lié à ce triste événement, puisque c'est le panneau indiquant la rue d'Oradour-sur-Glane, à Toulon, qui a été arraché. Avec un fait d'autant plus sordide : il a été déposé devant le domicile de Magali Brunel, élue municipale (PS) du groupe Toulon en Commun (TEC), dont elle sera tête de liste aux élections municipales de 2026.

Un fait qu'elle a découvert « par intuition » jeudi matin, alors que le panneau se trouvait devant chez elle depuis plusieurs jours. « En revenant de Saint-Raphaël et en entendant parler du vol de la plaque à Oradour, j'ai articulé les événements et je suis allée



Le panneau de la rue Oradour-sur-Glane a été arraché et déposé devant le domicile de l'élue Toulon en Commun Magali Brunel. PHOTO M.B.

voir le panneau », explique-t-elle.

Si l'élue dit ne pas se sentir menacée, ne pas croire que l'incident soit lié à son statut de tête de liste de la gauche et ajoute ne pas vouloir faire de récupération, elle reconnaît que ce fait inédit pour elle n'est pas « un hasard » : « Cet incident s'inscrit dans un ensemble d'événements problématiques qui suscitent inquiétude et indignation. Ils relèvent d'une même intention : effacer de la mémoire collective des événements marquants, notamment des faits de résistance et d'assassinats massifs. »

Soutien de Josée Massi

Pour André de Ubéda (PCF), également élu TEC, cette suite de profanations, ciblant particulièrement les communistes, est le fruit d'un contexte politico-social nauséabond et sciemment instauré. « Marine

Le Pen parle de guerre idéologique et d'hégémonie culturelle. Pour moi, c'est une vraie campagne qui commence par les communistes. À chaque fois, les fascistes finissent par chercher les autres. Il y a danger, il ne faut pas croire, comme dans les années 1930, que ça n'arrivera pas chez nous », alerte-t-il.

La maire (SE) de Toulon, Josée Massi, a apporté son soutien à Magali Brunel, ce que saluent les deux élus : « Je la crois sincère dans son combat contre les néofascistes. Son discours lors de la commémoration de la libération de Toulon était remarquable », salue André de Ubéda. Le panneau a été remis en place par la mairie, vendredi. Aucune plainte n'a été déposée, mais les progressistes toulonnais prévoient une réponse dans les semaines à venir.

Adam Benhammouda

La municipalité mise en garde au sujet des animaux

TOULON

En marge de la campagne municipale, l'association Paz dresse un « bilan mitigé » de l'action de la mairie sur la condition animale.

Depuis 2017, l'association Paz s'emploie pour la défense du monde animal, aussi bien envers des structures privées que publiques. Dans son viseur désormais : les 50 plus grandes villes françaises, dont elle dresse le bilan des mandats municipaux. Pour ce faire, Paz s'appuie sur 23 mesures, concernant les animaux liminaires (rats, pigeons...), les animaux domestiques, ceux utilisés pour le loisir etc.

Sur la captivité animale, l'association pointe du doigt « le cirque

Muller-Zavatta, (qui) s'est installé en mars 2024. Plusieurs associations ont dénoncé la présence d'animaux sauvages. Il est temps que la mairie de Toulon affiche une position claire contre l'exploitation des animaux dans les spectacles [interdite au 1^{er} décembre 2028, Ndlr] ».

Des moyens létaux contre les rats

Concernant les animaux liminaires, Paz dénonce « l'absence de réponse » de la Ville sur sa gestion des pigeons et enjoint cette dernière à utiliser, sur les rats, « des méthodes non létales contraceptives. [...] Aujourd'hui, des méthodes létales génératrices de souffrances extrêmes sont utilisées massivement à l'encontre des rongeurs [...] reconnus comme des animaux sensibles et intelligents. » L'association salue néanmoins le remplacement du feu d'artifice du 14 juillet et son « impact désastreux sur les ani-

maux » par un spectacle de drones.

De son côté, la mairie affirme ne pas pouvoir légalement prendre d'arrêté « idéologique » contre la venue des cirques. « Chaque fois qu'une ville le fait, elle est retoquée par le tribunal administratif », explique-t-elle. La municipalité reconnaît utiliser de moyens létaux - produits biocides - contre les rats, et ne pas se soucier de leur souffrance. « Les rats sont vecteurs de maladie, notre priorité est de protéger les humains », nous indique-t-on. Concernant les pigeons, mais aussi les goélands, des « moyens contraceptifs sont mis en place. Mais on n'empêche pas totalement la reproduction, on la limite », détaille la Municipalité.

Pour faire évoluer la situation, Paz propose une charte sur la condition animale aux candidats aux élections municipales 2026, dans les 50 villes ciblées.

Adam Benhammouda

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74 annonceslegales@lamarseillaise.fr

MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relative à la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de La Crau

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, responsable du Plan, a organisé, par arrêté n°AP25/139 en date du 29 juillet 2025 une enquête publique portant sur le projet de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de La Crau. Cette procédure vise à développer un projet de territoire répondant aux besoins de la population et aux évolutions législatives.

Le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagements et de programmation, le règlement écrit et graphique et les annexes du Plan Local d'Urbanisme, ainsi que le bilan de la concertation publique et les avis émis sur le dossier par les Personnes Publiques Associées et Consultées sont joints au dossier d'enquête.

Le dossier d'enquête publique mis en consultation comprend les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête au sein du rapport de présentation (pièce 1, tome 2 : évaluation environnementale) et, le cas échéant, l'avis de l'Autorité environnementale mentionné à l'article L104-6 du Code de l'urbanisme.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur, seront mis à disposition du public, aux fins de consultations, d'observations, propositions et contre-propositions pendant la durée de l'enquête, **du 25 août 2025 au 26 septembre 2025 inclus (soit 33 jours consécutifs)** à l'Hôtel de Ville de La Crau, siège de l'enquête publique, du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées au Commissaire-Enquêteur, Monsieur Bernard MUNDET, Ingénieur BTP, désigné par le Tribunal Administratif de Toulon :

- par courrier, jusqu'au 26 septembre 2025 (cachet de la poste faisant foi) au siège de l'enquête publique, Hôtel de ville de La Crau (Boulevard de la République 83260 La Crau).
- par voie électronique jusqu'au 26 septembre 2025, 17h00, à l'adresse suivante : mtpm.plu@metropoletpm.fr en précisant en objet « Révision générale du PLU de La Crau ».

Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique dans les meilleurs délais.

Les pièces du dossier et les informations relatives à l'enquête publique sont également disponibles sur le site de la Commune de La Crau (www.villedelacrau.fr) et par un lien direct depuis le site internet de la Métropole (www.metropoletpm.fr) vers le site internet de La Crau. Un ordinateur dédié à la consultation des pièces du dossier dématérialisé sera mis à la disposition du public au 2^{ème} étage de la Mairie de La Crau, siège de l'enquête publique, du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Toute information concernant le dossier d'enquête publique pourra être sollicitée au 2^{ème} étage de la Mairie de La Crau, Direction de l'Aménagement du Territoire (urbanisme@villedelacrau.fr) ; 04.94.01.56.84), auprès de Monsieur Nicolas FERRER (Directeur de l'aménagement du territoire).

Le Commissaire-Enquêteur recevra personnellement les observations du public les jours suivants en Mairie de La Crau :

- Lundi 25 août 2025 de 9h à 12h
- Jeudi 4 septembre 2025 de 14h à 17h
- Mercredi 10 septembre 2025 de 9h à 12h
- Mardi 16 septembre 2025 de 14h à 17h
- Mercredi 24 septembre 2025 de 9h à 12h
- Vendredi 26 septembre 2025 de 14h à 17h

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du Commissaire-Enquêteur qui sera chargé de le clore. Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire-Enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable de projet, et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le Commissaire-Enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour établir et transmettre au Président de la Métropole, son rapport et ses conclusions motivées, ainsi que les exemplaires du dossier de l'enquête déposés en Mairie, accompagnés du registre et des pièces annexées.

Le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur seront tenus à disposition du public en mairie de La Crau, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, et seront publiés sur le site internet de la Métropole TPM et de la ville de La Crau.

Le Conseil Métropolitain se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision générale du PLU de La Crau, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées et Consultées qui ont été joints au dossier d'enquête, des observations du public et du rapport du Commissaire-Enquêteur.

Le Président de Toulon Provence Méditerranée,
Jean-Pierre GIRAN

202512885

La Marseillaise

Un service client à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr
Devis sur demande